

VEILLE, ARGUMENTAIRE, RIPOSTE

27 janvier 2012

La vérité sur le bilan de M. Sarkozy et de l'UMP

Dans un tract publié fin janvier, l'UMP met en valeur 10 « grandes réformes » du quinquennat. Mais quand on regarde la réalité, il n'y a pas de quoi se vanter !

1) La réforme des retraites

La réforme de 2010 n'a rien réglé : le financement n'est pas assuré. D'ailleurs, parce que le déficit continue de se creuser, le gouvernement a dû prendre de nouvelles mesures dès septembre 2011 (accélération du décalage de l'âge légal).

2) L'autonomie des universités

La réalité s'impose : les universités françaises se portent plus mal qu'il y a cinq ans. Alors que des milliards leur avaient été promis, les universités font face aujourd'hui à une situation financière très dure. Les crédits de fonctionnement n'augmentent en moyenne que de 1,2%, c'est-à-dire nettement moins que l'inflation, alors que près de la moitié d'entre elles avaient déjà des difficultés à boucler leur budget et que certaines ont dû être mises sous tutelle du rectorat en fin d'année dernière.

3) L'interdiction du port de la burqa dans l'espace public

On estime à 2000 le nombre de femmes qui portent le voile intégral en France. Depuis avril 2011, d'après les chiffres donnés par les syndicats, 10 % d'entre elles auraient été contrôlées par les forces de police : on compte moins de 10 condamnations et les femmes concernées n'ont pas renoncé à porter la burqa. C'est une loi inefficace qui ne sert à rien, qui visait à stigmatiser une population et qui ne protège pas vraiment les femmes.

4) L'instauration de peines planchers contre les récidivistes

L'instauration des peines planchers n'a eu aucun effet positif sur la délinquance, avec une augmentation de 16% des violences physiques entre 2004 et 2010. Et l'augmentation du nombre de peines a eu des effets pervers notoires : de plus en plus de peines ne sont pas appliquées. Au 31 décembre 2010, il y avait autour de 100 000 peines fermes exécutoires et non exécutées. Or, rien n'est plus inefficace qu'une peine prononcée mais pas appliquée. C'est cela la conséquence de la frénésie législative de ce gouvernement.

5) La reconduite à la frontière de 30 000 immigrants clandestins pour maîtriser l'immigration

La politique menée depuis 2002 n'a pas permis de remplir l'objectif de réduire l'immigration : le nombre de nouveaux entrants par année est resté autour de 200 000 et il a même légèrement augmenté. Sans effet sur le flux, la politique Sarkozy est extrêmement

VEILLE , ARGUMENTAIRE , RIPOSTE

coûteuse : une expulsion revient à 20 000 euros pour l'Etat. Quant aux effets pervers, ils sont nombreux : entre 200 000 et 400 000 personnes ont basculé dans l'irrégularité.

6) Le service minimum dans les transports et à l'éducation nationale

Sarkozy avait osé déclarer : « *Désormais, quand il y a une grève, personne ne s'en aperçoit. » Mais, qui peut dire que personne ne s'est aperçu des grèves de 2010 pour défendre les retraites ? La France a failli être totalement paralysée à cause de l'intransigeance du président sortant : son plan sur les retraites n'a pas été précédé de l'indispensable négociation avec les partenaires sociaux, alors même que les syndicats avaient élaboré une plateforme alternative unitaire.*

7) L'exonération des heures supplémentaires

Ce dispositif, qui n'a concerné que 9,2 millions de salariés, a coûté 4,5 milliards d'euros par an depuis sa création. C'est une aberration en période de crise, où il faut plutôt favoriser le chômage partiel pour maintenir l'emploi. Résultat, selon l'OFCE, ce dispositif a détruit purement et simplement 70 000 emplois, sans compter les emplois qui n'ont pas été créés.

8) La suppression des droits de succession pour 95% des Français

Jusqu'en 2007, 80% des successions étaient déjà exonérées de droits de succession. Le passage à 95% n'a concerné que les successions les plus importantes pour un total de 2,5 milliards. C'est l'exemple même des mesures injustes prises par ce gouvernement. Ainsi, grâce à Sarkozy et l'UMP, pour un couple avec deux enfants, les successions sont aujourd'hui exonérées de droits jusqu'à 600 000 euros, soit 6 fois le patrimoine médian.

9) La revalorisation de 25% de l'Allocation adulte handicapé et du minimum vieillesse

Corrigé de la hausse de l'inflation, le minimum vieillesse aura progressé de 17 % sur le quinquennat, en passant de 621,27€ à 777,16€, mais il reste très inférieur au seuil de pauvreté (60% du niveau de vie médian) fixé par l'INSEE à 954€. Et les mesures de 2010 vont entraîner une baisse de l'ordre de 20 % du pouvoir d'achat des retraités.

10) Plans « cancer » et « Alzheimer »

La réalité du bilan Sarkozy en matière de santé est connue des Français : la France est passée du 1^{er} au 7^{ème} rang entre 2006 et 2011 du classement des systèmes de santé européens. A cause des multiples taxes et remboursements, l'Assurance maladie ne rembourse plus, en moyenne, que 1 euro sur deux pour les soins courants. Au moins 15% des Français renoncent à se soigner pour des raisons financières (25% des plus modestes).

Si à l'UMP, ils n'ont que cela à dire sur leur bilan, c'est qu'ils en font la même analyse que nous : il est consternant.